

PARTI LIBERAL
B.P 1304
KIGALI
RWANDA.

CONFERENCE DE PRESSE

BRUXELLES, 30.03.92.

COMMUNIQUE DE PRESSE DU PARTI LIBERAL :
Le Rwanda dans la transition vers la Démocratie.

Le Parti Libéral au Rwanda communique à la presse internationale ce qui suit :

Le Rwanda est engagé depuis le 10 juin 1991 dans un processus de démocratisation de son paysage politique. Cette date est retenue pour avoir marqué la mise en vigueur d'une nouvelle constitution légalisant le multipartisme dans ce pays. Depuis, plusieurs partis politiques sont nés dont le Parti Libéral "P.L" constitué le 14 juillet 1991 et légalisé le 10 Août 1991.

Dés son entrée sur la scène politique, le Parti Libéral s'est attiré les foudres du Mouvement Républicain National pour la Démocratie et le Développement "MRND" ancien parti unique au pouvoir actuellement si l'on en juge par la campagne de discrédit et d'intimidation entreprise à l'encontre du parti Libéral. Cette persécution est due, à notre avis, à la jalousie que suscite l'adhésion massive des rwandais de toutes les ethnies au Parti Libéral. Cette adhésion est la conséquence du message de Parti qui offre un cadre idéal d'une société nouvelle à laquelle aspirent tous les rwandais fatigués de tant d'années de dissensions sociales inutiles, créées et entretenues par le pouvoir.

Ce message gêne le pouvoir du MRND qui comptait capitaliser son action sur une politique constante de division des rwandais à base ethnique et régionale.

Le Parti Libéral se propose au contraire d'oeuvrer à la réconciliation et la concorde nationale sur base de nouvelles valeurs de liberté, d'égalité et de justice pour permettre et faciliter la reconstruction harmonieuse de la nation rwandaise. Le Parti Libéral oeuvre pour la compréhension des rwandais, pour la connaissance mutuelle, ce qui sera une base d'une véritable réconciliation nationale afin de commencer la reconstruction de ce merveilleux petit pays. Ainsi pour le Parti Libéral aucun sujet n'est tabou, nous cherchons à faire comprendre à notre communauté qu'un adversaire politique n'est pas un ennemi puisqu'il se peut que dans la divergence, les deux aient le même objectif qui est la construction de la nation en utilisant des voies différentes.

Nous constatons malheureusement que, le passage d'un système politique monopartiste à un système pluraliste n'est accepté par le régime du MRND qu'à contre coeur, ce qui est prouvé par l'animosité du pouvoir contre les partis politiques démocratiques d'opposition, particulièrement le Parti Libéral.

A travers plusieurs actions, le régime MRND ne dissimule pas son intention de rendre la vie dure aux partis démocratiques et de perpétuer sa dictature, nous citerons entre autres :

1. L'interdiction en janvier 1992 de manifestations pacifiques, pourtant reconnues par la constitution.
2. Les arrestations et emprisonnements arbitraires des journalistes indépendants et membres des partis d'opposition.
3. La campagne médiatique menée par le pouvoir contre les partis d'opposition à travers la presse écrite et la radio nationale.

En effet, pour n'en donner qu'un exemple le plus nuisible au Parti Libéral, Radio-Rwanda a diffusé le 3 mars 1992, dans ses bulletins de nouvelles en langue nationale, en français, en Swahili et en anglais, un tract selon lequel le FPR a changé de tactiques d'attaque de notre pays en se servant de "sa branche intérieure qui est le Parti Libéral pour mener des actes criminels ..."

La diffusion répétée de ce tract sur les ondes de la Radio nationale a largement contribué à la création des conditions propices à une guerre civile par l'exaspération des tensions ethniques. Les suites ne se sont pas faites attendre longtemps, puisque 24 heures après la diffusion de ce tract, les événements sanglants de Bugesera ont commencé depuis le 4 mars 1992.

Par leur communiqué conjoint du 5 mars 1992 les partis politiques Mouvement Démocratique Républicain "MDR" et le Parti Libéral "P.L" ont dénoncé énergiquement le rôle de Radio-Rwanda dans le déclenchement de ces événements.

Il est à noter que nous n'avons pas été les seuls à condamner ce tract et sa diffusion sur les ondes de Radio-Rwanda, le premier ministre Sylvestre Nsanzimana, dans son message de pacification à la nation radiodiffusé le 9 mars 1992 a reconnu que ce document n'était qu'un tract et a regretté sa diffusion par Radio-Rwanda. Le premier ministre l'a réaffirmé dans l'interview qu'il a accordé à la RFI le 10 mars 1992.

Alors que l'unanimité s'est faite sur la responsabilité du gouvernement rwandais dans le déclenchement des troubles, responsabilité reconnue même par la Communauté Internationale surtout après l'assassinat d'une missionnaire italienne, le 10 mars 1992 à Nyamata, le gouvernement rwandais tente de faire croire au monde que l'une des causes du déclenchement des troubles serait le meeting du Parti Libéral tenu à Nyamata le 1er mars 1992. Cette accusation n'est qu'un pur mensonge fabriqué et répandu par le pouvoir pour altérer la vérité et pour se disculper dans cette affaire.

La vérité est qu'au cours du meeting du 1er mars 1992, les dirigeants du P.L ont dénoncé à haute voix, les arrestations arbitraires et les massacres des innocents particulièrement dans cette région et qu'ils ont fustigé les autorités" locales, dont le Bourgmestre Rwambuka, ayant trempé dans ces massacres. Ce n'était pas la première fois que monsieur Rwambuka était dénoncé par les Partis Politiques Démocratiques.

Il avait déjà été dénoncé par trois partis d'opposition le MDR, le PSD, et le PL dans leur pétition commune adressée au Président de la République le 17 novembre 1991 lors de leur première manifestation pacifique.

Les événements du Bugesera constituent un deuxième foyer de misère humaine après ce que nous déplorons au Nord du pays. La guerre qui sévit dans cette région depuis Octobre 1990 ne peut plus durer. Le parti libéral demande avec toute son énergie à tous les gouvernements et autres sources d'influence pouvant peser sur les deux parties en conflit à savoir le gouvernement rwandais et le FPR de tout mettre en oeuvre pour mettre fin à ces affrontements.

Le Parti Libéral n'a jamais caché son point de vue sur cette guerre :

Le Parti Libéral estime que cette guerre est insensée et qu'il n'aurait pas fallu verser tant de sang et causer tant de misères aux populations civiles et innocentes que sont les paysans de la zone des combats. Le Parti Libéral réaffirme sa conviction que tous les problèmes politiques doivent trouver des solutions négociées et condamne l'usage de la violence pour résoudre des problèmes politiques.

Le Parti Libéral continue à déplorer la lenteur avec laquelle les négociations ont été menées entre le FPR et le gouvernement rwandais. Il réaffirme qu'aucun sujet ou revendication ne doit être tabou, toutes les questions doivent être mises sur la table de négociation.

Le Parti Libéral insiste sur l'urgence de commencer ces négociations afin d'obtenir dans les plus brefs délais un cessez-le-feu effectif, pouvant permettre aux personnes déplacées de réintégrer leurs foyers en attendant que les conclusions définitives soient signées.

Concernant le processus de démocratisation, de rétablissement de la paix et de la sécurité à l'intérieur du pays, le Parti Libéral demande à tous les gouvernements et organismes internationaux amis du Rwanda d'user de leurs influences sur le Président Habyarimana afin qu'il accepte de jouer un franc jeu démocratique et coopérer avec les partis politiques qui ont paraphé le protocole du 13 mars 1992. Un franc jeu et une collaboration honnête par les deux parties, l'opposition et le Président de la République sont les seuls garants de la bonne exécution du programme minimum inscrit dans ce protocole d'entente.

Le Parti Libéral estime qu'il est plus qu'urgent que les gouvernements amis se penchent sur la misère des personnes déplacées par la guerre dans le Nord du pays et sur les nouveaux déplacés du Bugesera et autres zones qui ont été déstabilisées. Beaucoup d'entre eux n'ont plus ni toit, ni nourriture, ni vêtement, ni couverture sans parler des médicaments et autres besoins sociaux.

Des aides d'urgence sont à mettre en route pour secourir ceux qui sont encore dans leur lieu de refuge et aider ceux qui retournent chez eux à se réinstaller. Ce n'est donc pas une action de quelques tonnes de farine et d'huile, mais c'est aussi des équipes d'hommes et de femmes des domaines social et médical. L'argent frais sera aussi nécessaire pour aider ceux qui doivent reconstruire leurs maisons.

Concernant les droits de l'homme, le Parti Libéral réaffirme sa conviction que seul un respect inconditionnel de tous les droits de l'homme et de ses libertés offre un cadre idéal d'épanouissement et d'exercice d'une véritable démocratie. C'est ainsi que le Parti Libéral dénonce l'usage qui a été fait de la loi d'amnistie qui était sensée prévoir un cadre de réhabilitation des réfugiés quand ils rentreront. Il a été constaté que cette loi a été rapidement votée pour couvrir les responsables du régime qui se sont rendus coupables de différentes infractions. Nous estimons que la justice doit être rendue en bonne et due forme sur toutes les infractions commises surtout en matière du non respect des droits de l'homme et de la gestion de la Chose Publique.

Enfin le Parti Libéral demande à la Communauté Internationale d'aider à ce qu'une Commission d'enquête internationale soit mise sur pieds pour permettre que la lumière soit faite sur les violations des droits de l'homme au Rwanda, surtout de ces derniers temps.

Le Parti Libéral demande aux membres de la Presse Internationale de venir au secours des journalistes rwandais détenus ou recherchés pour leurs opinions.

Enfin, le Parti Libéral annonce l'ouverture prochaine de son bureau de liaison pour l'Europe qui sera ouvert en Belgique.

Je vous remercie,

Bruxelles, le 30/03/92

Justin MUGENZI
Président du P.L.